

Le Planning Familial

STATUTS

Votés par l'assemblée générale extraordinaire du 14 et 15 décembre 2024

Table des matières

Article 1. Création	3
Article 2. Objectifs	3
Article 3. Moyens d'action	4
Article 4. Appartenance au Mouvement Français pour le Planning Familial dit « Le Planning Familial »	4
Article 5. Acquisition et perte de la qualité de membre	5
Article 6. Assemblée générale ordinaire	5
Article 7. Assemblée générale extraordinaire	6
Article 8. Conseil d'administration confédéral : composition	6
Article 9. Conseil d'administration confédéral : élection	7
Article 10. Conseil d'administration confédéral : fonctionnement	8
Article 11. Bureau confédéral	9
Article 12. Rencontres nationales, pôles, commissions	10
Article 13. Ressources	11
Article 14. Organisation financière	11
Article 15. Congrès national	12
Article 16. Congrès extraordinaire	1
Article 17. Commissaire aux comptes	2
Article 18. Résolution des conflits	2
Article 19. Dissolution de la confédération nationale	2
Article 21. Règlement intérieur	3
Annexe : Charte du Planning familial	

RH

SD

Article 1. Création

L'association « Mouvement Français pour le Planning Familial » (MFPF) dite « Le Planning Familial » (PF) a été créée en 1956 (Maternité Heureuse) à Paris. En 1960, elle a pris l'appellation Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF).

Depuis 1960, elle est membre de l'International Planned Parenthood Fédération (IPPF).

Elle est organisée en confédération nationale, fédérations régionales et associations départementales régies par la loi de 1901.

Sa durée est illimitée.

La confédération nationale du Planning Familial a son siège 4 Square Saint Irénée à Paris 75011.

Article 2. Objectifs

Le Planning Familial est un mouvement féministe et d'éducation populaire.

Il lutte pour construire une société d'égalité entre les femmes et les hommes et, compte tenu des inégalités existantes, pour les droits des femmes et contre toute forme de discrimination liée au genre, en toute indépendance politique.

Le Planning Familial inscrit ses objectifs dans le combat contre les inégalités sociales et les oppressions et agit pour le changement des mentalités et des comportements. Il entend développer les conditions d'une prise de conscience individuelle et collective pour que l'accès aux droits soit garanti à toutes et à tous.

Les droits sexuels sont des droits humains fondamentaux.

Le Planning Familial agit en prévention et lutte contre les stéréotypes, discriminations et violences liés au genre. Il combat le sexisme, l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie, la biphobie.

Le Planning Familial lutte pour créer les conditions d'une sexualité vécue sans répression ni dépendance dans le respect des différences, de la responsabilité et de la liberté des personnes.

Le Planning Familial s'engage pour que chacun-e puisse vivre sa sexualité librement, quelles que soient son orientation sexuelle et son identité de genre.

Il s'engage à promouvoir une éducation à la sexualité dès le plus jeune âge et à favoriser des relations égalitaires entre les personnes.

Il se bat pour la reconnaissance des droits sexuels pour toutes et tous et pour le droit de chacun-e à l'information, à l'accès à la contraception et à l'avortement ainsi que pour le droit des femmes et des personnes à disposer de leur corps.

Le Planning Familial défend le droit à la contraception - y compris définitive -, à l'avortement et lutte pour sa dépénalisation.

Attentif à tous les rapports de domination, Le Planning Familial s'affirme comme une organisation collective respectueuse de celles et ceux qui la composent et se donne les moyens, tant dans sa gouvernance que dans ses fonctionnements, pour faire vivre cet objectif.

Article 3. Moyens d'action

Le Planning Familial est ouvert à toutes et tous, dans le respect de leurs convictions individuelles.

Cependant, toute personne intervenant au nom du Planning Familial est tenue :

- d'en respecter les orientations, les objectifs et les règles de fonctionnement définis par les congrès, les statuts et le règlement intérieur,
- d'être adhérent·e du mouvement,
- de signer la charte du Planning Familial, annexée aux présents statuts.

La confédération nationale du Planning Familial admet comme moyens d'action tous ceux qui peuvent concourir aux buts définis par l'article 2 des présents statuts.

Elle s'engage à soutenir le développement des activités des fédérations régionales et des associations départementales qu'elle regroupe en mettant, entre autres, à leur disposition les services de la confédération nationale.

Elle se propose notamment :

- d'organiser des congrès nationaux, des journées d'études, des débats et des manifestations diverses,
- de créer des lieux de rencontre pour toutes et tous et de promouvoir l'accès à l'information afin de diminuer les relations de dépendance quelles qu'en soient la nature et les causes,
- de participer aux luttes qui ont pour but de favoriser l'autonomie des femmes,
- de se porter partie civile dans les divers procès concernant les atteintes aux droits sexuels et aux violences faites à toute personne, quels que soient son âge et son sexe,
- de participer à la formation et à l'information de toutes et tous et en particulier de celles et ceux qui sont confronté·e·s, notamment dans leur vie professionnelle, aux questions liées à la sexualité et au respect du principe d'égalité : cette formation a pour base l'analyse de la pratique et doit être conforme au projet pédagogique du Planning Familial,
- de promouvoir sur le plan international les objectifs et les moyens définis aux articles 2 et 3 des présents statuts, soit dans le cadre de l'International Planned Parenthood Fédération (IPPF), soit en collaboration avec d'autres organisations internationales ou nationales poursuivant un ou plusieurs de ses objectifs.

La confédération nationale peut procéder à l'achat ou à la location des locaux ou terrains nécessaires à son objet, à l'aménagement de ceux-ci et à la construction de bâtiments destinés au fonctionnement du Planning Familial, suivant les besoins recensés à tous les niveaux.

Article 4. Appartenance au Mouvement Français pour le Planning Familial dit « Le Planning Familial »

La confédération nationale est propriétaire des appellations « Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) » et « Le Planning Familial (PF) ». Seules les associations départementales et les fédérations régionales membres de la confédération ont le droit d'utiliser ces appellations.

Sont membres de la confédération :

- les associations départementales qui ont acquis la qualité de membre telle que définie à l'article 5 des présents statuts,
- les fédérations régionales qui ont acquis la qualité de membre telle que définie à l'article 5 des présents statuts,
- le groupe Jeunes militant·e·s, dont les membres se sont acquitté·e·s de la double adhésion (association départementale et groupe Jeunes militant·e·s) tel que précisé dans le règlement intérieur.

Les associations départementales s'acquittent d'une cotisation annuelle à la confédération nationale selon les modalités décrites dans le règlement intérieur.

Les fédérations régionales et les associations départementales communiquent annuellement à la confédération nationale le rapport d'activité présenté, le compte de résultat détaillé et le bilan financier adoptés en assemblée générale.

Article 5. Acquisition et perte de la qualité de membre

Acquisition de la qualité de membre

Les associations départementales et les fédérations régionales, sont agréées par le conseil d'administration confédéral. Elles doivent adopter des statuts ou modifier ceux existants pour être conformes tant aux objectifs du Planning Familial qu'aux modes de fonctionnement définis dans les statuts et le règlement intérieur de la confédération nationale.

La qualité de membre de la confédération nationale du Planning Familial ne devient effective qu'après adoption des statuts reprenant les clauses des statuts type. Une copie des statuts des associations départementales et des fédérations régionales est envoyée au siège de la confédération nationale, avec un exemplaire du Journal Officiel en portant déclaration.

Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de la confédération nationale du Planning Familial se perd :

- par la radiation de l'association départementale ou de la fédération régionale selon les modalités définies dans le règlement intérieur,
- par la dissolution de l'association départementale ou de la fédération régionale selon les modalités définies dans leurs statuts et leur règlement intérieur le cas échéant,
- par l'exclusion pour motif grave décidée par le conseil d'administration confédéral selon les modalités définies dans le règlement intérieur confédéral.

Article 6. Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire est convoquée par le/la président·e ou les co-président·e·s :

- à son/leur initiative,
- à la demande du bureau confédéral,
- à la demande du tiers des membres du conseil d'administration confédéral.

L'assemblée générale ordinaire est convoquée selon les modalités définies dans le règlement intérieur.

L'ordre du jour est joint à la convocation.

L'assemblée générale ordinaire annuelle de la confédération nationale du Planning Familial a lieu au plus tard au cours du second trimestre de l'année suivant l'année concernée par l'exercice à approuver.

L'assemblée générale ordinaire approuve le compte de résultat, le rapport financier et le rapport moral de la confédération nationale du Planning Familial et en examine le rapport d'activité.

Pour délibérer valablement, l'assemblée générale ordinaire doit atteindre le quorum de 50% de ses membres.

En l'absence de quorum, une nouvelle assemblée générale ordinaire est convoquée dans les 15 jours et peut alors valablement délibérer sans nécessité de quorum.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire se prennent à la majorité absolue des mandats portés par les délégué·e·s.

Pour la validité des délibérations, les votes se font par mandats, selon les modalités de calcul définies à l'article 15 des présents statuts. Chaque délégué·e peut détenir plusieurs mandats dans la limite du nombre de mandats attribués à l'association départementale.

Article 7. Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée pour adopter toute modification statutaire.

Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire doit atteindre le quorum de 50% de ses membres.

En l'absence de quorum, une nouvelle assemblée générale extraordinaire est convoquée dans les 15 jours. Elle délibère valablement avec un quorum de 50% de ses membres.

Pour la validité des délibérations, les votes se font par mandats, selon les modalités de calcul définies à l'article 15 des présents statuts.

Les décisions de l'assemblée générale extraordinaire se prennent à la majorité absolue des mandats portés par les délégué·e·s.

Chaque délégué·e peut détenir plusieurs mandats dans la limite du nombre de mandats attribués à l'association départementale.

L'assemblée générale extraordinaire ratifie la création ou la dissolution d'association départementale ou fédération régionale, validée par le conseil d'administration confédéral entre deux assemblées générales.

Ces décisions doivent être transmises au préfet compétent dans un délai de trois mois.

Article 8. Conseil d'administration confédéral : composition

La confédération nationale du Planning Familial est administrée par un conseil d'administration de représentant·e·s :

- des associations départementales : chaque association départementale est représentée par une personne physique régulièrement élue pour trois ans par son assemblée générale ou son conseil d'administration. Cette personne physique est son administrateur·rice titulaire. Les associations départementales élisent un·e administrateur·rice suppléant·e qui intervient au sein du conseil d'administration confédéral dans les cas prévus par le présent article.
- des fédérations régionales : chaque fédération régionale est représentée par une personne physique régulièrement élue pour trois ans par son assemblée générale ou son conseil d'administration. Cette personne physique est son administrateur·rice titulaire. Les fédérations régionales élisent un·e administrateur·rice suppléant·e qui intervient au sein du conseil d'administration confédéral dans les cas prévus par le présent article.
- le groupe Jeunes militant·e·s, représenté par une personne physique régulièrement élue en son sein pour trois ans. Cette personne physique est son administrateur·rice titulaire. Il élit un·e administrateur·rice suppléant·e qui intervient au sein du conseil d'administration confédéral dans les cas prévus par le présent article.

L'administrateur·rice suppléant·e siège au conseil d'administration confédéral avec les mêmes droits et obligations que l'administrateur·rice titulaire en cas d'absence de l'administrateur·rice titulaire.

Lorsqu'un·e administrateur·rice est élu·e par le conseil d'administration confédéral au bureau national, l'administrateur·rice suppléant·e devient administrateur·rice titulaire. L'association départementale désigne alors un·e administrateur·rice suppléant·e de cette nouvelle administrateur·rice titulaire.

Le conseil d'administration confédéral est composé d'au moins 60 membres.

Un·e représentant·e du personnel élu·e par l'ensemble du personnel de l'équipe confédérale siège au conseil d'administration confédéral avec voix consultative, tel que prévu dans la législation, et précisé dans le règlement intérieur.

Article 9. Conseil d'administration confédéral : élection

Seul·es les adhérent·e·s qui ne sont pas salarié·e·s de la confédération nationale du Planning Familial peuvent être membres du conseil d'administration confédéral.

Pour être éligible en qualité d'administrateur·rice confédéral·e, un·e adhérent·e doit être adhérent·e et militant·e au Planning Familial depuis un an au moins.

Les administrateur·rice·s titulaires et suppléant·e·s sont élu·e·s au conseil d'administration confédéral par le conseil d'administration ou l'assemblée générale de leur association départementale, fédération régionale et par le groupe Jeunes militant·e·s.

Les associations départementales, les fédérations régionales et le groupe Jeunes militant·e·s. ont le pouvoir de remplacer leur administrateur·rice titulaire ou suppléant·e à tout moment au cours du mandat.

Les associations départementales, les fédérations régionales, le groupe Jeunes militant·e·s. sont tenus d'informer la confédération nationale de leur représentation et de toute modification de cette représentation par copie du procès verbal du conseil d'administration ou de l'assemblée générale.

La confédération nationale en informe alors l'ensemble du Planning Familial.

L'administrateur·rice d'une association départementale, d'une fédération régionale, du groupe Jeunes militant·e·s. ne peut siéger au conseil d'administration confédéral au-delà de six ans consécutifs, soit durant deux mandats de trois ans consécutifs. Il·elle est rééligible après un an d'interruption.

Le mandat d'administrateur·trice national·e ne peut excéder le total de 18 ans, soit 6 mandats de trois ans à partir de la première date de fonction.

Les administrateurs·rice·s représentant les associations départementales, les fédérations régionales et le groupe Jeunes militant·e·s rendent compte annuellement de l'exercice de leur mandat devant leur assemblée générale.

Article 10. Conseil d'administration confédéral : fonctionnement

Le conseil d'administration confédéral est convoqué par le·la président·e ou les co-président·e·s :

- à son·leur initiative,
- à la demande du bureau confédéral,
- à la demande du tiers de ses membres.

L'ordre du jour du conseil d'administration confédéral est défini par le·la président·e ou les co-président·e·s et le bureau confédéral ou par ses membres à l'initiative de sa convocation.

Il se réunit au moins trois fois par an.

Le conseil d'administration confédéral est investi de toutes compétences à l'exception de celles expressément conférées à l'assemblée générale et/ou au congrès

Il est responsable :

- du déroulement du congrès et de l'application des décisions de celui-ci,
- des choix budgétaires et financiers de la confédération nationale définis en fonction des orientations décidées par le congrès,
- du contrôle de l'exécution des décisions confiées au bureau confédéral.

En cas de faute grave d'un·e des membres du bureau confédéral, le conseil d'administration confédéral peut à la majorité qualifiée, le·la suspendre provisoirement en attendant la décision de l'assemblée générale ordinaire qui est convoquée à cet effet.

Le conseil d'administration confédéral se prononce sur le rapport moral, le rapport financier et les comptes de la confédération nationale. Il donne quitus de sa gestion au·à la trésorier·e national·e ou aux trésorier·e·s national·e·s.

Il désigne les représentant·e·s du Planning Familial à l'International Planned Parenthood Fédération (IPPF) qui lui rendent compte de leur activité selon les modalités définies dans le règlement intérieur.

Il décide la convocation des congrès.

Le conseil d'administration confédéral délibère valablement avec un quorum de 50%, soit la présence de la moitié au moins de l'ensemble des associations départementales.

Les associations départementales n'ayant pas élu ou déclaré leurs administrateur·rice·s ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum.

Les décisions sont adoptées à la majorité absolue des voix des associations départementales, des fédérations régionales et du groupe Jeunes militant·e·s chacune d'elles disposant d'une voix.

L'Association Martiniquaise pour l'Information et l'Orientation Familiale et La Maternité Consciente de Guadeloupe, associées au Planning Familial par convention, participent au conseil d'administration confédéral sans droit de vote.

Article 11. Bureau confédéral

Le conseil d'administration confédéral élit chaque année parmi ses membres le bureau confédéral. Il est composé au moins d'un·e président·e ou de co-président·e·s et d'un·e trésorier·e ou de co-trésorier·e·s. Les élections au bureau confédéral ont lieu dans le cadre d'un vote simple à bulletin secret. Les candidat·e·s sont élu·e·s à la majorité absolue des mandats. Les années de congrès, cette élection a lieu à la première séance du conseil d'administration confédéral suivant ce congrès.

Au cours de cette élection, les fédérations régionales ne participent pas au vote.

En référence aux objectifs du Planning Familial, le conseil d'administration confédéral peut choisir un mode de gouvernance collégial dans le cadre des obligations juridiques fixées par la loi du 1^{er} juillet 1901 et de son décret d'application du 16 août 1901.

Seul·e·s les adhérent·e·s qui ne sont pas salarié·e·s de la confédération nationale peuvent être membres du bureau national.

Le nombre maximum et minimum des membres du bureau confédéral est défini par le conseil d'administration confédéral qui fait appel à candidature.

Toute personne, qui a rempli des fonctions au bureau confédéral pendant 15 ans, n'est plus autorisée à se présenter comme candidate au bureau confédéral.

Le bureau confédéral prépare et anime les réunions du conseil d'administration confédéral. Il exécute les décisions et assure ainsi la continuité de la gouvernance. Il rend compte de sa gestion devant le conseil d'administration confédéral.

Les membres du bureau confédéral disposent des pouvoirs propres définis dans le présent article et précisés dans le règlement intérieur

Le bureau confédéral est convoqué par le·la président·e ou les co-président·e·s :

- à son·leur initiative
- à la demande du tiers de ses membres.

L'ordre du jour est joint à sa convocation.

Les délibérations du bureau confédéral sont prises à la majorité de ses membres.

Les représentants·e·s officiel·le·s de la confédération nationale doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

Les membres du bureau confédéral et le personnel de direction remplissent annuellement, pour eux·elles-mêmes, leur conjoint·e et leur famille, une déclaration concernant les conflits d'intérêts potentiels.

L'indemnisation de membres du bureau confédéral est adoptée dans son principe en conformité avec l'orientation du congrès national 2019 et en accord avec le budget de l'association. Les modalités de cette indemnisation sont précisées dans le règlement intérieur confédéral.

Aucun·e membre du bureau confédéral n'est en droit d'user de sa position au sein de la confédération nationale pour favoriser la fabrication, la distribution, la promotion ou la vente de tous produits, fournitures ou services dans lesquels il ou elle a des intérêts financiers qu'ils soient directs ou indirects.

Aucun·e membre du bureau confédéral ne doit accepter de dons, ni de gratifications de prestataires de services et autres fournisseurs, ou de prestataires et autres fournisseurs potentiels, de la confédération nationale.

Article 12. Rencontres nationales, pôles, commissions

Les rencontres nationales

Les rencontres nationales ont pour objet d'analyser et de coordonner pratiques, formation, gestion, en relation avec les objectifs définis par les congrès et selon les besoins du Planning Familial. Elles sont validées par le conseil d'administration confédéral. Elles sont organisées par le conseil d'administration confédéral et/ou par les fédérations régionales.

Les rencontres nationales nécessitent la participation d'administrateur·rice·s du conseil d'administration confédéral.

Les pôles

Les pôles Vie Associative et Réseau (VAR) et Genre, Droits, Sexualités (GDS) sont mis en place par le conseil d'administration confédéral.

Leur objet est de concourir à la réalisation des objectifs communs par la mise en œuvre des axes du plan stratégique national décliné des orientations votées lors des congrès nationaux.

Le mandat des pôles et les feuilles de route sont fixés et approuvés par le conseil d'administration confédéral.

Les membres des pôles sont élu·e·s par le conseil d'administration confédéral sur candidature soutenue par leur association départementale.

Les membres de pôles ne sont pas obligatoirement membres du conseil d'administration confédéral.

Seul le conseil d'administration confédéral peut valider et mettre en exécution les propositions et productions des pôles qui restent la propriété du Planning Familial.

Le conseil d'administration confédéral peut seul dissoudre un pôle ou une feuille de route.

Les groupes de travail et commissions

Afin de l'aider dans ses travaux, le conseil d'administration confédéral a le pouvoir de créer des commissions ou des groupes de travail.

Toute commission ou groupe de travail est placé·e sous la responsabilité du conseil d'administration confédéral.

Les propositions et productions des groupes de travail et commissions restent la propriété du Planning Familial.

Le conseil d'administration confédéral peut seul dissoudre un groupe de travail ou une commission.

Article 13. Ressources

La confédération nationale se constitue d'une dotation qui comprend les locaux sis au 4, square Saint Irénée, 75011 Paris.

Les ressources de la confédération nationale se composent :

- des cotisations versées par ses membres, L'AMIOF et Maternité Consciente, selon les modalités précisées dans le règlement intérieur,
- des subventions de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics intercommunaux,
- des financements privés dans le cadre des principes fixés par la charte éthique du Planning Familial,
- des dons et soutiens,
- des legs et donations,
- des produits des fêtes, soutiens, manifestations, formations ou services rendus sur le plan confédéral,
- de toute autre ressource autorisée par la réglementation en vigueur, notamment le recours à des emprunts bancaires.

Article 14. Organisation financière

Pour mettre en application les objectifs définis en congrès, un budget annuel est approuvé par le conseil d'administration confédéral qui est informé deux fois par an de sa mise en application.

La comptabilité confédérale fait apparaître annuellement un compte d'exploitation et un bilan de la confédération nationale.

Afin de constituer les éléments constitutifs de la représentativité nationale prenant en compte l'activité de chaque association départementale, de chaque fédération régionale, ces dernières communiquent annuellement à la confédération nationale leur rapport d'activité, leur bilan financier et leur compte de résultat détaillé après approbation par leur assemblée générale.

Les comptes détaillés sont la base de calcul de l'assiette de cotisation annuelle des associations départementales.

Article 15. Congrès national

Rôle et objet du congrès

Le congrès constitue un temps fort de la vie démocratique du Mouvement Français du Planning Familial. En effet, les délégué·e·s, représentant·e·s des associations départementales y décident des orientations politiques et stratégiques du Mouvement jusqu'au congrès suivant. Tant que les orientations votées lors d'un congrès ne sont pas réfutées ou modifiées par un congrès suivant, elles restent d'actualité pour le mouvement.

Le congrès est aussi l'occasion de faire le bilan du précédent Plan Stratégique (rapport moral).

Le congrès donne ensuite mandat au conseil d'administration pour assurer le suivi et la mise en œuvre des orientations politiques jusqu'au prochain congrès.

Périodicité

Le congrès national se réunit tous les quatre ans sur convocation et ordre du jour approuvés par le conseil d'administration confédéral et selon les modalités déclinées dans le règlement Intérieur.

Le conseil d'administration confédéral peut, s'il le juge nécessaire, convoquer un congrès extraordinaire dans l'intervalle des quatre ans.

Composition et mandats

Le congrès est composé des associations départementales représenté·es par leur délégué·e·s à jour de leur cotisation annuelle de l'année précédant celle du congrès. Le groupe des Jeunes militant·e participe au congrès et prend part aux votes selon les mêmes modalités que les associations départementales.

Les délégué·e·s sont porteur·se·s de mandats calculés sur la base du nombre d'adhérent·e·s à jour de leur adhésion au 31 décembre de l'année précédant celle du Congrès.

Une association départementale doit avoir plus de 10 adhérent·e·s pour avoir un·e délégué·e. Celles ayant moins de 11 adhésions ont un·e invité·e.

Le calcul des mandats et des délégué·e·s se fait sur la base de

Nombre d'adhérent·es	Nombre de mandats	Nombre de délégué·es
5-10	0	Invité·e
11-100	2	2
101 - 200	3	3
Au-delà de 201	4	4

Chaque délégué·e peut détenir plusieurs mandats dans la limite du nombre de mandats attribués à l'association départementale.

Une association départementale ne peut pas être représentée par une autre association départementale.

Les délégué·e·s sont élu·e·s par les conseils d'administration départementaux.

Ils·elles apportent au congrès le résultat des réflexions et des choix de leur association départementale en ce qui concerne les orientations générales du Mouvement et les moyens pour les atteindre, aidé·e·s par les éléments préparatoires envoyés aux associations départementales.

Le conseil d'administration confédéral arrête la liste des invité·e·s au congrès (représentant·e·s d'associations, organismes ou autres).

Le conseil d'administration confédéral détermine les modalités de prise en charge financière des délégué·e·s au congrès.

Modalités de vote

Les décisions du congrès national sont prises à la majorité qualifiée de 2/3 des voix, chaque délégué·e prenant part au vote ayant une voix.

Si $\frac{1}{3}$ au moins des délégué·e·s présent·e·s le demande, les décisions se prennent à la majorité qualifiée des $\frac{2}{3}$ des mandats.

Fonctionnement

Le conseil d'administration confédéral approuve la composition du groupe chargé de piloter la construction du texte d'orientation (dit groupe de pilotage) et la composition du groupe chargé de la logistique (dit groupe logistique).

Les textes préparatoires au congrès sont élaborés selon les modalités définies dans le règlement intérieur (article 10).

Un mois au moins avant la date du congrès, les délégué·e·s sont convoqué·e·s par la·le président·e, les coprésident·e·s ou un·e des membres du bureau national par convocation avec ordre du jour, adressée à leur association départementale qui est tenue de la leur transmettre.

Le congrès donne mandat au conseil d'administration confédéral pour construire le plan stratégique déclinant la mise en œuvre des orientations politiques votées.

Article 16. Congrès extraordinaire

Si besoin est, un congrès extraordinaire peut être convoqué :

- par le conseil d'administration confédéral chaque fois que l'intérêt de la confédération nationale l'exige,
- sur demande écrite du tiers au moins des membres de la confédération nationale,
- sur proposition de l'assemblée générale ou d'un congrès ordinaire.

Dans tous les cas, les propositions de résolutions sont inscrites à l'ordre du jour du congrès extraordinaire, lequel doit être envoyé aux membres au moins cinq mois à l'avance.

Un congrès extraordinaire peut seul décider :

- de la fusion avec un autre groupement,
- de la dissolution de la confédération nationale et de l'attribution de ses biens.

Un quorum de 2/3 des délégué·e·s est nécessaire à l'ouverture du congrès.

Chaque délégué·e peut détenir plusieurs mandats dans la limite du nombre de mandats attribués à l'association départementale.

Les décisions d'un congrès extraordinaire sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des mandats.

Article 17. Commissaire aux comptes

Un·e commissaire aux comptes titulaire et un·e commissaire aux comptes suppléant·e dont les mandats sont approuvés en assemblée générale ordinaire, vérifie·nt la régularité des opérations comptables et certifie·nt les comptes.

Les résultats de ses leurs travaux sont consignés dans un rapport écrit communiqué au conseil d'administration confédéral. Ce rapport est présenté à l'assemblée générale et annexé au procès-verbal.

Article 18. Résolution des conflits

Pour un quelconque litige, tout·e adhérent·e, association départementale, fédération régionale, peut interpeller la confédération nationale par l'intermédiaire de sa·son président·e ou de ses co-président·e·s.

Cette saisine est présentée au conseil d'administration confédéral qui estime la pertinence de la mise en place de la commission des conflits.

La commission des conflits est temporaire. Elle se réunit au moment du conflit et peut être composée de membres différent·e·s selon l'objet du conflit.

La commission des conflits est mise en place selon les modalités définies dans le règlement intérieur. Elle est composée de membres du conseil d'administration confédéral et de personnes extérieures désignées par le conseil d'administration confédéral au titre d'expert·e·s ou de conseil.

RH SD

Les parties en cause devront obligatoirement être entendues par la commission des conflits avant qu'elle ne rende un avis. Le conseil d'administration confédéral statue au vu de l'avis de la commission des conflits et prend une décision qui s'impose aux parties.

Un appel de cette décision devant l'assemblée générale confédérale peut être fait dans les trois mois de la présentation de la décision adressée aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision prise par l'assemblée générale confédérale est définitive et s'impose aux parties.

Article 19. Dissolution de la confédération nationale

Le congrès extraordinaire appelé à se prononcer sur la dissolution de la confédération nationale du Planning Familial est convoqué spécialement à cet effet dans les conditions prévues pour la convocation du congrès. Un quorum de 2/3 des délégué·e·s est nécessaire à l'ouverture du congrès.

Il vote à la majorité qualifiée des deux tiers des mandats.

Si le quorum n'est pas atteint, le congrès extraordinaire est convoqué dans un délai d'un mois selon les modalités précitées.

En cas de dissolution de la confédération nationale, le congrès extraordinaire désigne un·e ou plusieurs commissaires chargé·e·s de la liquidation des biens de la confédération nationale.

L'actif sera attribué à un ou plusieurs établissements visés à l'article 6 alinea 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901 modifiée.

Les délibérations du congrès extraordinaire prévues aux articles 17 et 18 seront adressées sans délai au ministère de l'Intérieur et aux ministères concernés. Elles ne sont valables qu'après approbation du Gouvernement.

Article 20. Règlement intérieur

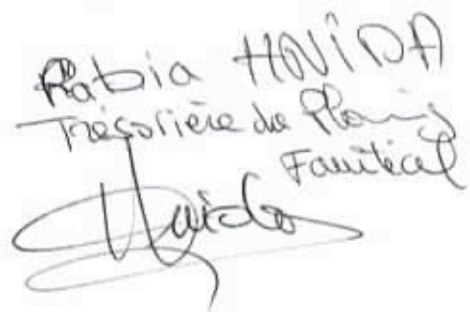
Le règlement intérieur établi par le conseil d'administration, puis validé par l'assemblée générale ordinaire, détaille les articles des statuts confédéraux et les points divers non prévus par les présents statuts, notamment ceux ayant trait à l'administration.

Date : A Paris, le 10 février 2025

Signatures



MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL
100111 PARIS
TEL : 01 42 97 29 10
Sarah Dubochet
Présidente du Planning
familial.



Patricia HOVIDA
Trésorière de Planning
Familial

La charte

Cette Charte présente ce qui fonde la réflexion, les luttes, la parole publique, les activités, les partenariats et la vie interne du Planning Familial (MFPF).

Les personnes qui souhaitent rejoindre le mouvement, s'y engager, contribuer à son action et à son développement, à titre salarié ou bénévole, doivent être en accord avec la Charte, respecter ses valeurs et adopter ses moyens d'action.


Le Planning Familial est un mouvement féministe et d'éducation populaire.


Il lutte contre les inégalités sociales pour construire une société laïque, égalitaire.


Il se bat pour l'égalité entre les femmes et les hommes et, compte tenu des inégalités existantes, pour les droits des femmes et contre toute forme de discrimination, en toute indépendance politique.


Ces valeurs fondent l'association et son projet. Ce projet est en évolution permanente, il garantit l'autonomie du Planning Familial dans ses rapports aux institutions et aux politiques. Il donne le sens de son action.

Ces valeurs sont liées entre elles et défendues de façon transversale.

 **Liberté et Egalité pour toutes et tous** : égalité des droits et des accès aux droits, respect de la liberté des choix, lutte contre les discriminations et les stéréotypes, notamment contre toute forme de racisme, sexisme, homophobie, lesbophobie, transphobie.

 **Mouvement féministe** qui aborde la société sous l'angle de l'analyse genrée, permettant de déconstruire les représentations du masculin et du féminin et les rôles assignés aux femmes et aux hommes. Il lutte contre toutes les formes de **violences qui découlent des rapports de domination**. Il lutte pour améliorer les **droits des femmes** localement, nationalement et internationalement.

 **Mouvement d'éducation populaire** : qui favorise l'accès à l'information pour et par toutes et tous, tout au long de la vie. C'est une condition indispensable pour permettre à l'individu.e de s'affirmer en tant que sujet et de faire des choix éclairés.

 **L'Éducation sexualisée** réunit ces deux démarches :
pour permettre l'accès sans préjugés ni jugement de chacun.e, à tous les âges, à une sexualité libre et épanouie
pour disposer librement de son corps
pour défendre une approche positive par les droits de la santé sexuelle, l'accès à une **contraception choisie** et le droit, pour chaque femme, d'avoir recours librement à l'**avortement**.

Ce projet associatif du Planning Familial évolue à partir des constats de terrain ce qui l'ancre dans la réalité et le rend légitime. L'analyse de la pratique, en questionnant la cohérence entre les pratiques et les objectifs du mouvement, participe à l'élaboration permanente de son projet politique.

Le Planning Familial est un réseau d'associations partageant une culture commune grâce à la réflexion, la mobilisation et la mutualisation des ressources.

Le Planning Familial est ouvert à chacun.e quelle soit son orientation sexuelle, ou son identité de genre.

Ainsi, toute personne est invitée à être actrice du mouvement : en adhérant, en soutenant, en militant pour transformer la société et la rendre plus équitable et juste.